

Philippe Nogrix  
Sénateur d'Ille et Vilaine  
Intervention ARESP (Fac de Droit de Rennes)  
23/10/2006

## LA PLACE DU CENTRE DANS LA V<sup>e</sup> REPUBLIQUE

### INTRODUCTION

**Le Centre « un point d'équilibre, de convergence » qui répond à une aspiration profonde.**

Le centre est un **point de convergence**, de rencontre(s), d'équilibre. Au point que certains doutent de son existence ou plutôt de la possibilité qu'il puisse offrir et se référer à un corps de doctrine constitué. Il répond en tous les cas à une **aspiration permanente** dans le corps électoral français.

**Divers sondages sont à ce sujet assez éclairants.**

- Le premier nous apprenait l'an passé que **70 % des français ne faisaient confiance ni à la droite ni à la gauche pour sortir la France de la crise de confiance dans la laquelle elle se trouve.**
- Le second nous disait plus récemment que **les français rejetaient en grande majorité le positionnement de la « rupture »** sur laquelle certains candidats à la Présidentielle ont placé leur engagements électoraux.
- Le troisième nous indiquait enfin qu'il se trouvait une **forte majorité de français à souhaiter un gouvernement d'union nationale.**

**Le centrisme : une vocation rassembleuse et une référence « porteuse ».**

« *Tout le monde est, a été ou sera centriste* ». Ce sont les mêmes individus qui nous disent que le « centre » n'existe pas et n'a pas de cohérence qui s'en réclament pourtant soit dans le **discours** (L'UMP qui se revendique « parti de centre droit ») soit dans les **actes**, lorsqu'ils exercent des responsabilités (Le PS dont l'un des drames aujourd'hui est de devoir assumer ses contradictions entre ses postures de campagne et sa responsabilité gouvernementale beaucoup moins « révolutionnaire »). Or si tout le monde est « au centre » personne en fait n'y est.

**La Création de l'UMP, la « résistance » de l'UDF et la question de l'héritage centriste.**

La création de l'UMP avait pour vocation d'aller au bout de la logique et des pratiques de la V<sup>e</sup>, et donc de lancer une « *OPA sur le Centre et ses électeurs* ». L'un des enjeux aujourd'hui pour nos deux formations est de savoir qui peut revendiquer l'héritage centriste. La question se pose en effet puisque des « ténors historiques » de l'UDF ont rallié l'UMP. C'est l'observation des démarches et des propositions respectives de ces deux partis là qui indique aux électeurs centristes **qui** a vocation aujourd'hui à incarner le centre et qui par conséquent a « trahi sa cause »...

### **VGE et l'ambition centriste.**

Valéry Giscard D'Estaing résume assez bien l'ambition centriste : « *Le « juste milieu » (...): « n'est pas une ligne neutre. C'est une ligne de paix et d'entente, à suivre avec beaucoup de soin dans ces temps de tempête. (...) C'est la ligne juste, celle où peuvent un jour se rencontrer, se réunir et de rassembler les Français. »*

### **Un point de convergence...**

### **René Rémond et la reconnaissance d'un « électorat centriste ».**

René Rémond, dans son ouvrage de référence (Les Droites en France) nous confirme du reste que cette ambition correspond à une attente constamment exprimée par le corps électoral français. « *Il est indubitable qu'il existe une sensibilité centriste, peut-être aussi un électorat centriste qui ne se résigne que douloureusement à se ranger dans un camp et qui rêve de reprendre sa liberté. Les enquêtes d'opinion en révèlent la présence ».*

**Attendu par une majorité silencieuse qui attend de le voir exprimé en toute indépendance.**

### **François Bayrou : une identité centriste définie par son caractère « résistant » et son projet original.**

François Bayrou lui, illustre aujourd'hui l'évolution du Centrisme porté et incarné par l'UDF. De conservateur hier, et force d'appoint dans le cadre du Parlementarisme rationalisé de la Vè République, il est devenu aujourd'hui **révolutionnaire** parce qu'il conteste l'ordre établi. Il tend à devenir aujourd'hui **central par l'originalité de sa démarche et de ses propositions.**

« *Le centre a changé de visage. Hier, il était la recherche éperdue d'un compromis et une simple variante de la droite. Aujourd'hui il a renoué avec sa vocation, capable de dire non à toutes les pressions d'où qu'elles viennent, et porteur d'un projet qui ne ressembla à aucun autre, par ses idées et par la pratique. »*

### **Un positionnement original et un projet rassembleur.**

Les éléments sont rassemblés aujourd'hui pour, alors que les temps sont mûrs pour **voir les « cartes » rebattues, recueillir l'adhésion et la confiance des citoyens.**

### **Annonce du plan : histoire du centrisme jusqu'en 1958, la Place du Centre dans la Vè République, l'avenir du centrisme et de ses propositions.**

Le Centre existe. Je l'ai rencontré ! Nous sommes face à un **véritable paradoxe** : les idées et le positionnement du centre en France semblent largement majoritaires, elles auraient du déjà susciter l'adhésion et la confiance du plus grand nombre. **Nous y travaillons, tous parlementaires, élus, militants, au quotidien, mais nous allons voir que ce n'est pas évident et qu'il nous faut encore convaincre.** D'une part, convaincre les citoyens de renoncer au poids de l'histoire, aux schémas binaires flattés notamment par le fonctionnement des institutions de la Vè République et d'autre part, **convaincre que nous sommes crédibles et porteurs aujourd'hui de la vision et du projet dont la France a besoin.**

Savoir d'où l'on vient pour mieux savoir où l'on va. Parce que l'on a besoin des racines et des ailes, je vais d'abord vous proposer une **première partie consacrée à l'histoire du Centrisme depuis la Révolution.** Les références qui y sont faites ne seront pas étrangères aux étudiants en Sciences Politiques que vous êtes. Nous étudierons dans un **second temps la place du Centre dans la Vè République**, son « parlementarisme rationalisé » et son fait majoritaire qui ne laissent **qu'un espace restreint à la représentation parlementaire des « dissidences ».** Parce que ce carcan est peut être la cause de tous nos maux et qu'il risque

enfin d'être déverrouillé lors des prochaines élections présidentielles, nous parlerons « avenir » et « projet » à travers les ambitions portées aujourd'hui par l'UDF dans sa démarche et ses propositions.

## **I- Une brève histoire du Centre et du centrisme en France jusqu'à la Vè République.**

- Le mot « centre apparaît à la fin du XIIè siècle.
- Le terme **centrisme** ne fait son apparition qu'en 1922, mais il désigne une réalité qui apparaît dès la période révolutionnaire, qui voit les polarités et les clivages politiques tels que nous les connaissons aujourd'hui se dessiner.
- **Le « marais » sous la Révolution, précurseur du centrisme.** En effet, dans l'Assemblée de 1791, la force principale (plus de 300 députés), mais inorganisée, est constituée de députés pour qui prévalent l'attachement aux conquêtes et aux principes de 1789, mais qui craignent la surenchère des proches du roi et des révolutionnaires extrémistes. C'est en 1793 qu'ils seront baptisés « la Plaine » (ou « Marais »). Ce terme vient de l'opposition entre eux et les montagnards qui sont les révolutionnaires extrémistes, et qui ont décidé de se placer en haut à gauche de l'assemblée. C'est ainsi que naît la lutte entre la Montagne et la Plaine... Une lutte qui se fait au grand dam des citoyens qui demandent que les deux factions (déjà...) travaillent ensemble. Impossible, répond un député Montagnard : « *il est impossible que la Montagne descende dans la plaine et que la Plaine monte sur la Montagne* ». Le terme assez péjoratif de « Marais » montre qu'adopter une position au centre n'est (déjà ) pas chose facile !
- **Sous la restauration, un centrisme incarné par les modérés.** Le centrisme, on le retrouve (sans qu'il soit nommé) sous la Restauration auprès des modérés qui, avec l'appui de Louis XVIII tentent de limiter la réaction des ultra monarchistes au pouvoir et emmenés par le futur Charles X.
- **L'assimilation du centrisme à l'Orléanisme.** A partir de 1830, le Centrisme est Orléaniste : conjonction des modérés de gauche (Thiers) et de Droite (Guizot) . Ce dernier, alors premier ministre de Louis Philippe, utilisera l'expression de « *Juste milieu* » pour définir son positionnement politique et la majorité qui le soutient. René Rémond définit la doctrine de l'orléanisme : Parlementarisme et esprit de conciliation.
- **Le Gouvernement du centre à partir de la 3è République.** A partir de 1870, prend place le « gouvernement du centre ». Il s'agit d'une coalition d'un ensemble de partis désignés plus par leur **positionnement sur l'échiquier politique** (entre droite et gauche) qu'empruntant à un corps de doctrine constitué. C'est cette alliance qui fonde la durée de la IIIè République.

### **Une identité centriste plus dépendante de son positionnement qu'empruntant à un corps de doctrine établi.**

Il est également difficile de positionner le centrisme sur la ligne du clivage conservateur-progressiste : les premières années de la IIIè République connurent des avancées institutionnelles et sociales largement novatrices tandis que sa fin versa plus (par contraste par exemple avec les avancées socialistes du front populaire) dans un **indéniable conservatisme**.

C'est là la limite d'un **positionnement sur un échiquier plus que par référence à des valeurs propres.**

### **Naissance du MRP : l'inscription du centrisme dans un référentiel idéologique cohérent.**

Il faudra attendre la fin de la Deuxième Guerre Mondiale pour voir la première ébauche de pensée politique centriste avec le projet programmatique du MRP (parti fondé en 1946 qui devint très vite la première force politique du pays). Le MRP a été fondé par des démocrates chrétiens de gauche directement inspirés par les catholiques de gauche ou sociaux qui s'étaient investis avec la sphère politique depuis le début du siècle avec Marc Sangnier et Emmanuel Mounier qui créèrent notamment le « personnalisme ». Celui-ci se voulait être une pensée déterminant l'être humain dans la société (d'où nos fréquentes références à l'humanisme) en opposition à l'individualisme. Cette « démocratie chrétienne » avait été soutenue par le Vatican au début du siècle avant d'être condamnée par les autorités ecclésiastiques.

### **Le MRP : la recherche d'un équilibre.**

Les démocrates chrétiens s'étaient retrouvés dans les mouvements de résistance durant la deuxième Guerre Mondiale. C'est là qu'ils imaginèrent l'entreprise du **MRP** qui se voulait une **alternative entre la gauche (alors soumise aux analyses marxistes) et la droite.** Il s'agissait alors de créer un grand parti centriste, semblable à ceux qui venaient de naître en Allemagne ou en Italie. Comme le déclarait Pierre Henry Teitgen, un de ses dirigeants, le MRP, ce n'est ni le socialisme, malade de l'Etat, ni le libéralisme, malade de l'individualisme.

## **II- La Place du Centre dans la Vè République.**

### **A- Le Contexte : la Vè République et le Parlementarisme rationalisé.**

En opposition aux combinaisons de la IVè République, La Vè République voit l'avènement du « *parlementarisme rationalisé* ».

### **Des Assemblées parlementaires mises en Régime surveillé.**

Celui-ci désigne un **cantonement constitutionnel du pouvoir législatif** (strict régime des sessions, effort pour définir le domaine de la loi, réorganisation profonde de la procédure législative et budgétaire) qui place les Assemblées en « *Régime surveillé* ». *De facto*, l'exécutif maîtrise par là le **processus d'élaboration de la loi** (concentration des moyens, détermination de l'ordre du jour des Assemblées...) et en aval, celui de son **exécution** (décrets d'application).

### **La dyarchie au sommet de l'Etat : un parlement aux ordres du Premier Ministre, Un premier ministre sous l'autorité du Président de la République.**

Un autre instrument du parlementarisme rationalisé est la dyarchie mise en place au sommet de l'Etat entre le Président de la République, et le chef du gouvernement placé normalement sous son autorité (sauf en période de cohabitation) au même titre que la majorité parlementaire qu'il dirige.

Ainsi, le parlement fait l'objet d'un **encadrement**, d'un « bridage », au profit du pouvoir exécutif : restauration du **droit de dissolution**, droit de message, demande, par le Pdt, d'une nouvelle délibération de la loi que le Parlement ne peut refuser...**De ceci, il ressort que le Parlement est plus ou moins soumis à l'exécutif** : ces éléments concourent à faire naître des **majorités dociles**, « aux ordres », plus ou moins « godillotes », soumises...Quant à leurs couleurs, elles ont vocation à être celles qui permettront d'offrir au Président (clef de voûte

des Institutions, que l'élection au Suffrage universel direct a renforcé) une **majorité pour traduire et soutenir son projet.**

**L'existence du centre est conditionnée au facteur « présidentiel ».**

Ainsi, le Centre ne va pouvoir exister en tant que tel et durablement que s'il parvient à **se rattacher à une majorité présidentielle.** D'où la priorité donnée à cette élection et les coalitions (rattachement à la droite gaulliste) qui ont permis au centre d'accéder à une visibilité, sans pouvoir cependant dans ce cadre assumer jusqu'au bout ses idées et son identité propre.

## **B- Une présence centriste étroitement tributaire de l'élection présidentielle.**

**Malgré des résultats significatifs aux Présidentielles, le centre ne s'envisage (lui-même) que comme force d'appoint.**

Alors que le MRP, qui a quitté le gouvernement en 1962, commence à « mourir » tout doucement, la candidature de Jean Lecanuet à la Présidentielle de 1965 va permettre au Centre de **prendre confiance et conscience de ses propres forces.** Les 15% de Lecanuet mettent le Général de Gaulle en ballottage. De même, en 1969, la candidature d'Alain Poher, qui remporte 23% des voix au premier tour dans un contexte particulier (pas de candidature socialiste) permet de prendre le poul de « l'écho centriste » en France. Au plan parlementaire, ces aventures ne se traduisent pas par une présence proportionnelle. C'est cette difficulté à constituer une « force de frappe » parlementaire, qui, conjuguée au manque de courage de dirigeants qui ne se résignaient pas à la « dissidence » expliquent que pendant longtemps, **le centre ne s'est considéré, malgré les épopées que comme une force d'appoint.**

Il faudra attendre la Présidence de Giscard pour voir le Centre se constituer en force parlementaire conséquente.

**La création de l'UDF, comme structure de soutien au Président Giscard.**

Même s'il n'était pas centriste, Giscard se situait entre les socialistes et les Gaullistes. Il développa au cours de sa présidence une envie de « juste milieu » et une tentative de « libéralisme avancé » qui alliait liberté et responsabilité et **libéralisation des mœurs et de la société.** L'UDF a été voulue et conçue par Giscard pour se doter d'un parti de centre droit susceptible de faire pièce aux gaullistes, alors première force politique de droite. Le résultat ayant été honorable aux élections de 1978, elle devint une force politique à part entière.

**Une ambition et une vocation d'autonomie...**

La pensée de l'UDF se rattachait, à ses débuts, au contenu du livre publié par le Président en 1976 : Démocratie française. L'élasticité du référentiel d'idées était principalement du au fait que l'UDF était constitué de **partis assez différents les uns des autres.** Giscard percevait néanmoins qu'il existait un « centre sociologique » qui avait vocation à rassembler « deux français sur trois ». Elle n'avait pas vocation à être embauchée comme « *troupe de renfort pour des combats qui n'étaient pas les siens* » (...) mais d'être le rassembleur d'une « *société progressivement débarrassée de ses divisions* ».

**... Que son hétérogénéité et le « fait majoritaire » de la Vè ont empêché d'aboutir.**

Deux facteurs ont empêché à l'UDF d'alors d'incarner un « centre authentique et autonome ». Le premier était l'extrême hétérogénéité du mouvement **qui empêchait la discipline et la**

**cohérence.** Le second était justement la « grille de lecture » pratiquée par les journalistes, les grands partis et les observateurs qui tendaient à ne pas trouver de salut ailleurs que dans le bipartisme, « *en vigueur dans toutes les démocraties modernes* ». La conjonction de ces deux facteurs, accélérée par la mise en place du Quinquennat a conduit au vieux rêve RPR de l'annexion de l'UDF dans une « formation unique de la droite et du Centre ».

## **C) La création de l'UMP comme facteur de cristallisation de l'identité centriste.**

L'UDF avait déjà, depuis la fin des années 90, évolué vers plus **d'homogénéité** (à travers la création de « Force Démocrate » par François Bayrou. La création de l'UMP a achevé de voir l'UDF développer, à partir d'un héritage diversifié provenant du libéralisme comme de ses racines démocrate chrétiennes, une **pensée autonome**.

### **Le refus de se fondre dans l'UMP au nom de la préservation du pluralisme.**

L'UMP a entraîné le départ de près des 2/3 des parlementaires et autant de militants. C'est au nom du pluralisme (« *si nous pensons tous la même chose, alors nous ne pensons plus rien* ») et de l'affirmation de l'identité de l'UDF que François Bayrou a maintenu l'UDF à flots. La création de l'UMP a accéléré et accentué les travers de la Vè république, au regard notamment de son mépris du Parlement :

- une majorité aux ordres,
- des débats parlementaires caricaturaux,
- mais aussi une gestion clanique du pouvoir avec la « colonisation » des plus hautes sphères par les amis du Président de la République. Un parti qui a obtenu moins de 18% des inscrits (qui représente donc moins de 12% de la population) au 1<sup>er</sup> Tour de 2002 se voit aujourd'hui détenir tous les leviers du fonctionnement de notre démocratie : Assemblée Nationale, Sénat, CSA, Conseil Constitutionnel.

L'Udf dénonce en outre la « connivence tacite », le **duopole**, **encouragé par les médias, entre le PS et l'ex-RPR** qui ont conduit la France à la situation qui est la sienne aujourd'hui. C'est au nom de la proposition d'un « **autre choix** », d'une alternative que l'UDF a « tenu bon » depuis 2002, en allant seule au combat présidentiel dans un premier temps (François Bayou arrivant en 4è position) puis en relevant les défis posés par toutes les échéances électorales depuis lors.

### **D'une démarche « du refus » à la détermination d'un sens à indiquer à la France et aux français.**

Si les scores obtenus aux régionales et européennes, n'ont pas été à la hauteur d'une formation politique qui souhaite jouer un rôle de « leader » au niveau national et européen, ils n'ont pas pour autant été infamants. Ils constituent le socle du « centre électoral » sur lequel nous nous appuyons aujourd'hui pour convaincre le plus grand nombre. Le cycle qui s'achève et qui nous dit qu'une page est en train d'être tournée, la période de la campagne qui s'annonce et qui va permettre de confronter les visions, les projets et les idées va sans doute convaincre que nous entendons (ap)porter du sens (**direction, signification**), dans un monde et une société qui semblent aujourd'hui en manquer

## **III- Valeurs et vision du Centrisme.**

## A-La démarche actuelle de l'UDF

### **Notre parole est libre.**

En tant que parlementaire, je trouve mon bonheur à l'UDF pour la **liberté de ton et de vote qui y règne**. Notre parole est libre et la discipline partisane ne guide nos votes à l'Assemblée que de manière tout à fait marginale. Ce serait faire injure à mon indemnité de Sénateur que de me prononcer sur un texte exclusivement en fonction d'une **position binaire** (il serait « bon » ou « mauvais » selon qu'il aurait été proposé par la majorité ou l'opposition) ou parce que mon Président de Groupe l'aurait ordonné. La « comédie du pouvoir » se joue ainsi, de manière complètement **surfaite**, depuis des années. Au détriment de l'intérêt général et du bien être des français, ce réflexe a conduit la France à la situation qui est la sienne aujourd'hui. On marche sur la tête. Ce qui pourrait n'être qu'une **farce**, risque, alors que le Train de la Mondialisation passe sans nous attendre, de se terminer en **drame**.

### **Des vote « en conscience » guidés par la recherche de l'intérêt général.**

Nous examinons les textes en conscience, soucieux, comme le recensement des amendements que nous déposons le montrent, de les enrichir au cours des débats. C'est ainsi que nous nous sommes opposés à la privatisation des Autoroutes qui constituait, nous l'estimions, une **spoliation des français qui l'avaient financé par l'Impôt**. C'est ainsi également que nous nous sommes très tôt opposés au CPE, estimant notamment qu'en l'état, il n'offrait pas assez de garanties face aux concessions demandées aux salariés. Nous avons pourtant proposé des amendements qui n'ont pas eu la chance, du fait sans doute de leur provenance, de plaire ou de retenir, ne serait-ce que l'attention du Gouvernement.

### **La nécessité d'établir des consensus autour de certains enjeux.**

C'est à ces postures, à ces jeux de rôle « poisons » que nous souhaitons mettre fin. Il y a des **périls, il y a des enjeux** qui méritent mieux que le traitement qui a été le leur jusqu'à présent. Ils méritent un **consensus ou au moins un diagnostic partagé**. On doit se mettre autour de la table, débattre, dialoguer, contracter éventuellement, soit parce que ces questions touchent au cœur, à l'architecture de notre logiciel Republicain et national français et donc à la substance même de notre identité, soit parce que ces questions là devront faire l'objet d'une cohérence, d'un suivi, d'une constance que les « petits jeux parlementaires » empêchent pour le moment. Je pense notamment à :

- Un schéma de développement durable ou bien un diagnostic partagé sur le **réchauffement climatique**.
- La **Réforme du contrat de travail**.
- La mise en place d'un **plan de maîtrise des finances**.

### **Rassembler les Hommes et femmes de bonne volonté.**

Nous avons montré en Bretagne, combien nous savions transcender les clivages pour être à la hauteur des enjeux et honorer nos rendez-vous. C'est là le cœur de la « démarche Célib » que certains d'entre vous connaissent et qui a permis à notre région d'accéder au développement que l'on sait. C'est cette démarche là que nous voulons reproduire au plan national, en rassemblant les femmes et les hommes de bonne volonté qui souhaitent enfin agir dans le « bon sens » et non selon **des vérités artificielles et préétablies**.

Je suis fier et heureux enfin d'être à l'UDF pour la **cohérence de son engagement européen et sa fidélité à tous les rendez-vous que la construction européenne lui a posés**. L'Europe fait partie du grand projet mobilisateur dont nous avons besoin aujourd'hui pour redonner à notre Pays, le **sens** qu'il cherche depuis de longues années.

## **B) Les Valeurs du Centrisme.**

Le centre est projet, projeté vers **l'action**. Il ne se définit pas par **équidistance** entre deux références (gauche-droite) que nous considérons justement comme périmés.

### **Le centrisme est pragmatisme.**

On fait souvent référence au centrisme et son « humanisme chrétien » sans bien voir ce que cela recouvre ni les idées et propositions concrètes auxquelles ce « logiciel » permet d'aboutir. **Le centrisme est moins un juste milieu qu'une « synthèse ».** **Moins une synthèse qu'un « équilibre » par définition toujours menacé et donc sans cesse à redéfinir.** **Le centrisme est donc pragmatique.** Pragmatique ne veut pas dire opportuniste. Il signifie que nous entendons nous adapter à notre environnement. Nous n'entendons pas enfermer notre réflexion dans le confort d'une idéologie incapable de fournir les outils pour appréhender, comprendre et maîtriser le réel et sa complexité. C'est là un exercice **d'intelligence**, qui fait honneur à l'Homme qui s'y adonne. Cela signifie aussi que nous refusons de nous livrer par avance à une surenchère-catalogue de promesses démagogiques. Cela ne veut pas dire que nous n'avons de propositions concrètes à formuler. **Cela signifie seulement que nous les subordonnons à notre vision et aux pivots qui sont les axes de notre démarche.**

### **Le centrisme est un humanisme**

**Synthétique, pragmatique, humaniste.** Humaniste intégral. Nous considérons que tout doit être au service de l'homme, reconnu comme une personne libre et responsable. Qu'il importe par conséquent d'élaborer un équilibre entre individualisme et collectivisme.

Nous entendons baser notre action sur un but de transformation et d'adaptation de la Société pour la rendre la meilleure possible. Tout est contenu dans cette synthèse : nous essayons de la construire avec pragmatisme, humilité, responsabilité, dans la liberté, le respect, la tolérance, la solidarité, afin de donner à chacun le maximum de ce qu'il puisse obtenir tout en respectant les choix des autres. Le cadre envisagé est celui d'un **lien social** où tout ce qui enrichit l'un, enrichit aussi l'autre et inversement.

Etre du Centre, c'est **refuser le fatalisme du conservatisme de droite, où un individualisme sauvage impose que s'il y a des gagnants, c'est aussi parce qu'il y a des « perdants ».** Le centrisme ne veut que des rapports « gagnants-gagnants ». Il a donc vocation à **dépasser le clientélisme affiché par les partis de droite et de gauche.**

Les « experts » ne donnaient pas cher de la survie de l'UDF il y a encore quelques mois. Le travail que nous effectuons pour traduire en actes concrets les axes que je viens de vous exposer est aussi un pied de nez qui leur est adressé. L'UDF est aujourd'hui en ordre de marche pour proposer aux français de choisir en toute liberté l'an prochain.

## **B- Quelques axes des propositions de l'UDF.**

Le travail que nous effectuons depuis un an et demi à présent est **considérable**. Il y a tout d'abord nos 10 Commissions de travail, qui ont vocation, à réunir dans un cadre restreint, experts, militants, parlementaires, sur des thèmes identifiés.

Il y a ensuite nos commissions thématiques qui depuis le mois d'octobre de l'année dernière nous voit réfléchir et débattre publiquement des diagnostics et des pronostics sur des thèmes donnés. Il y a un an, c'était « *les racines du mal français* ». Plus récemment, *l'environnement, la sécurité alimentaire et l'énergie*. Chaque colloque fait l'objet de **synthèses, de restitutions, de propositions toutes rendues publiques sur notre site Internet**.

Il y a enfin le travail réalisé dans les fédérations par les militants et autres contributeurs de tous horizons et toutes origines.

Qui dit encore que l'UDF est plus portée sur la critique que sur la construction ?

Le fait est, et nous l'avons déjà vérifié en 2002, que les idées portées par l'UDF sont reprises par d'autres candidats. Nous rendrons donc ces propositions publiques, de manière exhaustive, lorsqu'elles seront audibles (et donc que le *capharnaüm* médiatique aura cessé) et lorsque la campagne aura véritablement commencé. Il y a aura par exemple une grille de lecture UDF de la Mondialisation et des propositions pour répondre aux angoisses qu'elle suscite. De même un volet portera sur « l'obligation d'innovation » à laquelle nous devons nous atteler si nous voulons trouver une issue « par le haut » aux concurrences qui s'exercent sur nos marchés.

### **Quelques propositions : service universel, TVA sociale, Contrat de travail unique, exemption de charges sur les deux premières embauches.**

- Le fait est que l'idée du **service universel**, défendue par François Bayrou depuis 2002 fait aujourd'hui consensus.
- De même, la proposition de mon collègue Jean Arthuis, Sénateur UDF, de baisser les charges sociales et d'en reporter le coût sur l'augmentation de **la TVA** afin de mettre les produits importés à contribution du financement de notre système de protection sociale fait elle partie « du sens de l'histoire ».
- Par ailleurs, l'idée d'un **contrat de travail unique** avec augmentation des droits à mesure de l'augmentation de l'ancienneté du salarié tend à être aujourd'hui retenue comme une piste pour une réforme dont chacun s'accorde sur la nécessité.
- Proposer une **exemption totale de charges (exceptés les cotisations retraite), à chaque entreprise, sur les deux premières embauches** est typique de ces contrats « gagnant-gagnant que j'évoquais un peu plus haut.